

Paix, Sécurité Nationale et Régionale, et Développement: Quelques Réflexions à partir de L'expérience africaine

Samir Amin*

Les réflexions qui suivent s'inscrivent dans le débat autour des questions mentionnées dans le titre de ce papier, organisé par le Forum du Tiers Monde et l'Université des Nations Unies en 1985 et 1986. Notre regretté frère Emmanuel Hansen, mort tragiquement en novembre 1987, coordinateur du groupe de réflexion et de recherche, en avait assuré le succès au cours de deux colloques tenus à Addis Abeba (1985) puis à Hararé (1986). Du premier de ces colloques, Emmanuel Hansen avait tiré un ouvrage collectif "Africa, Perspectives on Peace and Development" (Londres, ZED, 1987). Emmanuel Hansen s'était également proposé d'écrire un ouvrage sur ces questions, lorsque la mort a mis un terme brutal à son projet.

I.

"La guerre est la poursuite de la politique par d'autres moyens", a-t-on dit. Etudier les conflits c'est donc étudier un chapitre de la politique. Or il nous faut avouer au départ que nos instruments d'analyse dans ce domaine sont particulièrement fragiles.

La réalité sociale, considérée dans sa totalité, se présente dans une triple dimension, économique, politique et culturelle. L'économique constitue probablement la dimension de cette réalité la mieux connue. Dans ce domaine, l'économie bourgeoise a forgé des instruments d'analyse immédiate et, avec plus ou moins de fortune, de gestion de la société capitaliste. Le matérialisme historique est allé plus loin en profondeur, et, souvent avec succès, éclaire la nature et la portée des luttes sociales qui sous-tendent les choix économiques.

Le domaine du pouvoir et de la politique est déjà considérablement moins bien connu et l'éclectisme des théories proposées reflète ici la faible maîtrise scientifique de la réalité. La politologie fonctionnaliste à l'américaine, comme ses constituants anciens ou récents (la géopolitique, l'analyse des systèmes, etc.), s'ils sont parfois efficaces dans l'action immédiate, restent d'une pauvreté conceptuelle extrême qui leur interdit l'accès au statut de théorie critique. Certes là aussi le matérialisme historique

* Director Third World Forum - Dakar/Sénégal.

a proposé une hypothèse relative au rapport organique base matérielle/superstructure politique et idéologique, qui, interprétée d'une manière non vulgaire, s'est révélée féconde. Il n'empêche que le marxisme n'a pas développé une conceptualisation de la question du pouvoir et du politique (des modes de domination) comme il l'a fait pour l'économique (les modes de production). Les propositions faites dans ce sens, par exemple par le freudo-marxisme, bien qu'intéressantes sans aucun doute pour avoir appelé l'attention sur des aspects négligés de la question, n'ont pas encore produit un système conceptuel d'ensemble fécond. Le champ du politique reste donc pratiquement en friche.

La "marchandise-fétiche" n'est pas par hasard le titre du chapitre premier du Livre I du Capital. C'est qu'en effet Marx se propose de dévoiler le secret de la société capitaliste, la raison qui fait qu'elle se présente à nous comme commandée directement par l'économique, qui occupe le devant de la scène sociale et, dans son déploiement, détermine les autres dimensions sociales qui paraissent alors devoir s'ajuster à ses exigences. L'aliénation économiste définit ainsi le contenu essentiel de l'idéologie du capitalisme. Les sociétés de classe précapitalistes sont par contre gouvernées par le politique, qui occupe directement le devant de la scène et aux contraintes duquel les autres aspects de la réalité sociale - entre autre la vie économique - paraît devoir se soumettre. Si donc on écrivait la théorie du mode tributaire, le titre de l'ouvrage devrait être "Le pouvoir" (au lieu du Capital pour le mode capitaliste) et celui de son premier chapitre "le pouvoir fétiche" (au lieu de la marchandise fétiche).

Mais un tel ouvrage n'a pas été écrit. Rien d'analogue à l'analyse précise comme un mécanisme d'horlogerie qui décrit le fonctionnement économique du capitalisme. Le marxisme n'a pas produit une théorie du politique pour la société précapitaliste (et à partir de là une théorie du politique en général) comme il a produit une théorie de l'économie capitaliste. Au mieux dispose-t-on d'analyses concrètes du fonctionnement du rapport politique/économique dans telle ou telle société capitaliste (dans les écrits politiques de Marx, particulièrement consacrés aux péripéties de la France, mettant en relief le degré d'autonomie du politique dans ces conditions et, notamment, le conflit qui peut en résulter entre les logiques du pouvoir et celles de la gestion capitaliste).

Quant à la dimension culturelle, elle reste encore plus mystérieusement inconnue, l'observation empirique des phénomènes ressortissant à ce champ de la réalité (comme par exemple les religions) n'ayant guère permis d'alimenter jusqu'à présent plus que des essais intuitifs. C'est pourquoi le traitement des dimensions culturelles de l'histoire reste imprégné de culturalisme. J'entends par là une tendance à traiter les caractères culturels comme des invariants transhistoriques. Aussi le domaine de la culture ne connaît pas de définition acceptée d'une manière générale, puisque cette

définition dépend précisément de la théorie sous-jacente de la dynamique sociale que l'on adopte. De ce fait, selon qu'on se préoccupe de rechercher ce qui est commun à la dynamique de l'évolution sociale de tous les peuples ou au contraire qu'on y renonce, on mettra l'accent sur les caractères analogues et communs à diverses cultures apparemment différentes ou au contraire on fixera l'attention sur le particulier et le spécifique. Finalement, dans ces conditions, le mode d'articulation de ces trois dimensions de la réalité sociale globale reste, dans la dynamique de son fonctionnement, presque inconnu dès lors que l'on veut aller au-delà des évidences de l'explication a posteriori ou de l'abstraction trop générale (comme l'affirmation de la détermination "en dernier ressort" par la base matérielle). De surcroît tant que des avancées importantes n'auront pas été réalisées dans ce domaine, la discussion restera encombrée par les réactions émotionnelles et les visions romantiques.

II

Je n'ai pas l'intention, dans cette brève introduction au débat, de proposer une théorie générale du politique. Je ne me sens pas capable d'aller au-delà de quelques observations critiques concernant les théories - souvent plus implicites qu'explicite - qui sous-tendent les analyses concrètes proposées par les uns et les autres dans leurs études de quelques conflits du passé et du présent.

Je commence par la proposition, faite par Lénine, que "la politique c'est de l'économie en comprimé". Je crois que cette proposition contient une part de vérité, mais qu'il est important d'en préciser les limites qui sont doubles à mon avis.

Premièrement la proposition n'a de sens que pour ce qui concerne l'époque capitaliste dans l'histoire. J'entends par là que le capitalisme est en effet un mode d'organisation sociale caractérisé par la dominance de l'instance économique. Il n'en est pas de même des sociétés précapitalistes, caractérisées par la dominance de l'instance politico-idéologique. Et qu'en est-il en ce qui concerne les sociétés post-capitalistes, dites socialistes ? Je reviendrai plus loin sur cette question plus complexe qu'on ne le croit souvent.

Deuxièmement l'analyse de la relation entre l'économie et le politique dans le capitalisme implique évidemment une théorie correcte de la base économique en question.

Or ici, pour simplifier, je dirai que nous avons deux écoles de pensée qui l'une et l'autre peuvent se revendiquer valablement du marxisme. Pour les uns l'essentiel dans le capitalisme, c'est la contradiction de classe fondamentale bourgeoise-prolétariat, face sociale de la contradiction capital-travail qui définit le mode de production capitaliste. Dès lors qu'il en

serait ainsi tous les phénomènes politiques (et donc également les guerres de l'époque capitaliste) doivent être expliqués en dernier ressort par ce conflit fondamental et les moyens mis en oeuvre pour le résoudre - fût-ce temporairement en atténuant l'acuité. D'autre part il faut juger les attitudes politiques prises par les uns et les autres à partir d'une "position de classe prolétarienne". Pour les autres le capitalisme "réellement existant" (par opposition et complément au mode de production capitaliste saisi dans son abstraction) a mis en avant de la scène une autre contradiction, motrice de l'histoire réelle, celle qui oppose les peuples de la périphérie (je dis bien les peuples, c'est-à-dire un ensemble non homogène de classes populaires, et je ne dis ni les nations, ni les Etats, ni les prolétariats) au capital dominant mondialisé. La politique et les guerres ressortissent alors largement du règlement de cette contradiction.

On franchira un pas de plus en direction de la concrétisation de l'analyse en s'attachant à préciser le fonctionnement du "capital dominant" en question. Ici je suggérerai l'hypothèse que la question pertinente est de savoir comment et jusqu'à quel point il y a correspondance entre l'émergence d'une bourgeoisie nationale comme classe dominante dans une formation sociale donnée, la constitution de son Etat et la cristallisation des intérêts capitalistes. Cela a été le cas, selon les thèses que j'ai avancées dans ce domaine, jusqu'à notre époque. La formation d'un Etat-nation en Angleterre, en France, en Allemagne, aux Etats-Unis, au Japon, a correspondu à l'émergence d'une bourgeoisie nationale (anglaise, française, etc.) et d'un capital national (anglais, français, etc.). Le capital dominant s'est donc conjugué au pluriel et la politique (et les guerres) a été largement commandée par la concurrence conflictuelle de ces capitaux nationaux, notamment pour s'assurer la domination sur des zones périphériques soumises à la logique des besoins de leur expansion. Dans ce sens, comme Oliver Cox, Herb Addo et d'une manière générale l'école de "l'économie-monde" le soutiennent, l'impérialisme (et le conflit des impérialismes) est une caractéristique permanente du capitalisme, et non un phénomène relativement récent (le "stade suprême du capitalisme", comme Lénine le voyait).

Mais en est-il toujours ainsi? La crise longue du capitalisme contemporain, amorcée avec le déclin américain dès la fin des années 60, s'accompagne d'une mondialisation du capital qui paraît acquérir des caractères qualitatifs nouveaux. Certes la constitution des "transnationales" durant la période précédente de l'essor de l'après-guerre (1945-1970) avait amorcé cette évolution. Les intérêts économiques des "transnationales" pouvaient être en conflit avec ceux du capital national dont elles étaient issues, et de ce fait leur stratégie pouvait se heurter à celle de l'Etat national, dans la mesure où celui-ci exprime l'intérêt collectif du capital national. Mais deux éléments limitaient la portée de ces contradictions. Le premier est que

les transnationales ne l'étaient que par le champ de leur activité, le contrôle de leur capital étant demeuré bien national. Il s'agissait donc de transnationales américaines, anglaises, allemandes ou japonaises. Le second est que l'hégémonie exercée par les Etats-Unis s'imposait à elles comme elle s'imposait aux autres Etats capitalistes.

Mais que voit-on se dessiner depuis une quinzaine d'années? Comme l'a montré André Gunder Frank, depuis la fin des années 60 les récessions se succèdent à un rythme accéléré, tous les trois ou quatre ans, chaque récession étant plus profonde que la précédente en termes de l'économie réelle (investissements productifs, croissance, emploi), séparées par des reprises avortées toujours plus fragiles et faibles, de sorte que la conjoncture s'inscrit dans une tendance de crise longue dont l'issue n'est toujours pas visible. Or cette succession de conjonctures défavorables a entraîné une fuite en avant dans la finance et la spéculation, dont les manifestations sont l'endettement extérieur du tiers monde et le double endettement extérieur et intérieur des Etats-Unis, la sphère des activités financières ayant pris les proportions d'une excroissance détachée de la base matérielle de l'économie. Dans cette fuite en avant financière et spéculative une forme nouvelle de capital financier mondialisé semble s'être constituée, détachée de toute base nationale. Par ailleurs certains intérêts capitalistes productifs nouveaux (dans les industries et les services non financiers) paraissent se constituer à partir de la fusion d'intérêts à base nationale diverse à l'origine : capitaux "européens", capitaux américano-japonais, capitaux mondialisés. Des oligopoles qui avaient jusqu'ici une base territoriale nationale déterminante à partir de laquelle ils déployaient leurs antennes "multinationales" deviendraient progressivement des oligopoles multinationaux au plein sens du terme. Par exemple le capital japonais, qui avait pratiqué jusqu'ici une politique systématique de réinvestissement de ses profits dans la construction de la forteresse industrielle des îles du Japon, a amorcé le transfert du siège d'activités productrices (comme les automobiles Honda) aux Etats-Unis même. Certains prévoient que ce transfert pourra atteindre des proportions telles qu'on ne pourrait plus considérer l'oligopole en question comme japonais par le siège de ses activités principales et la nationalité du contrôle de son capital, mais comme un oligopole nouveau, américano-japonais.

Je ne suis pas persuadé que l'extrapolation des tendances en question soit tout à fait légitime et que par conséquent l'avenir est déjà défini en termes d'une mondialisation du capital qui transgresse les bases nationales de celui-ci. Mais l'hypothèse d'une évolution allant dans ce sens et jusqu'à ce point de non retour ne me paraît pas non plus absurde et impossible. Si l'on y parvenait la correspondance Etat-capital qui a caractérisé jusqu'ici le capitalisme aurait disparu, pour laisser la place à une contradiction nouvelle multiplicité des Etats/mondialisation du capital. Car je fais l'hypothèse que la

construction d'un Etat politique unifié américano-euro-japonais n'est pas à l'ordre du jour de l'avenir visible.

Or cette contradiction nouvelle nous obligerait à revoir la question de la politique et des conflits qu'on pouvait analyser jusque là en termes de compétition conflictuelle des capitalismes nationaux impérialistes. Jusqu'ici les hégémonies avaient été exercées par des Etats nationaux - l'Angleterre de 1815 à 1880, les Etats-Unis de 1945 à 1970 - pendant les périodes relativement brèves où s'était affirmée l'avance du capital de ces nations à tous les plans (technologique et financier) et celle de leur Etat au plan militaire (suprématie navale britannique, quasi-monopole atomique américain jusqu'au début des années 60 et capacité politico-militaire d'intervention non remise en cause jusqu'à la défaite du Viet Nam en 1975). La règle avait été plutôt le conflit des impérialismes, celui de la France et de l'Angleterre qui occupe tout le XVIIIème siècle, celui des cinq Grands - Grande Bretagne, Etats-Unis, Allemagne, France et Japon - de 1880 à 1945, se soldant par la "guerre de trente ans" (1914-1945) entre l'Allemagne et les Etats-Unis autour de la succession britannique (j'emprunte cette image à Giovanni Arrighi). Et si dans les phases d'hégémonie l'unité du système mondial s'était affirmée - au XIX siècle par le "free trade" anglais, dans l'après seconde guerre mondiale par la "free enterprise" américaine -, dans celles marquées par le conflit le système avait plutôt tendance à éclater en zones rivales, cristallisées en Empires coloniaux et zones d'influence, notamment entre 1880 et 1914 puis au cours des années 30.

La mondialisation du capital rendrait impossible la répétition du schéma de l'éclatement. En même temps elle rendrait tout également impossible le rétablissement de l'hégémonie d'un Etat gendarme, en l'absence d'un Etat nouveau américano-euro-japonais. Pour certains cette impossibilité donne à l'hégémonie des Etats-Unis un nouveau souffle, à défaut de concurrent pourrait-on dire. Mais alors le hiatus fatal entre les intérêts du capital mondialisé et la politique américaine (forcément dictée par les exigences de l'alliance sociale dominante aux Etats-Unis) ne peut générer qu'un désordre qu'aucune rationalité ne pourrait surmonter.

Dans le cadre de ce schéma théorique d'analyse de la politique et des conflits internationaux, s'inscrit à son tour la dialectique nationale politique-économique. Je veux dire par là que la solidité de l'Etat national bourgeois implique une alliance sociale interne qui dicte l'espace de manoeuvre politique possible. Pour donner une illustration de cette proposition, je dirai par exemple qu'au XIX siècle l'Etat bourgeois français repose sur une alliance du capital avec les classes moyennes de l'époque - la paysannerie alors encore nombreuse, la petite production artisanale etc. - destinée à isoler la classe ouvrière, exclue du pouvoir et du contrat social. Depuis la fin du XIX siècle le contrat social a progressivement intégré la classe ouvrière, sur la base du fordisme et de l'Etat providence, d'abord aux

Etats-Unis puis dans l'ensemble de l'Occident développé. Le discours sur le "consensus politique", par-delà les divergences droite-gauche, qui fonde le jeu électoral démocratique de tout l'Occident contemporain, traduit la réalité de cette dimension nouvelle de la politique.

Revenant à la phrase de Lénine sur les rapports économie et politique, je dirai que si on ne la nuance pas comme j'ai tenté de le faire, on tombe fatalement sur le discours réductionniste dont Jaurès a donné la formulation brillante qu'on connaît "le capitalisme porte en lui la guerre comme la nuée l'orage".

Non, le capitalisme porte en lui la guerre ou la paix selon les circonstances. Il ne porte en lui la guerre que lorsque les contradictions auxquelles il se heurte dans son expansion - et dont la nature est à situer dans le cadre théorique proposé - ne peuvent pas être surmontées autrement. Ces guerres seront donc principalement l'expression de conflits entre Etats bourgeois nationaux (émergence de nouveaux Etats et refus de celle-ci par les anciens, type guerre de 1970 ; conflits interimpérialistes comme les deux guerres mondiales ; conflits localisés pour le partage des périphéries comme les guerres balkaniques; conflits entre Etats impérialistes en expansion et peuples périphérisés; conflits internes de type guerre civile lorsque l'alliance sociale hégémonique bourgeoise ne parvient pas à se constituer).

La nature même des conflits énumérés ci-dessus, parmi lesquels les conflits de classe au sens propre du terme n'occupent qu'une place mineure, constitue la base factuelle sur laquelle se fonde l'autre école de pensée concernant les conflits, je veux dire l'école bourgeoise. La politologie bourgeoise évacue d'emblée l'économie comme système commandé par les lois et exigences de la reproduction et de l'expansion du capital, pour ne retenir que des lambeaux de la réalité économique séparés les uns des autres. Elle peut ainsi être amenée à tenir compte - par réalisme - de l'accès à des ressources naturelles, de l'ouverture de marchés ou de la protection des profits. Mais elle le fait sur une base ad hoc, sans accepter une théorie générale du capitalisme. Elle place donc ailleurs l'essentiel de sa recherche sur les fondements des conflits éventuels. En fait elle part d'une hypothèse sociologique simple, qui est que les Etats sont toujours potentiellement concurrents les uns des autres, aspirant quasi-spontanément à assurer leur "domination".

En cela la politologie contemporaine reste l'élève de Hobbes, Macchiavel et des penseurs politiques de l'Etat absolutiste et du mercantilisme, sans les avoir véritablement dépassés. A partir du XIX siècle elle surajoute à cette hypothèse celle des nationalismes de peuples, supposés aspirer à constituer des Etats nationaux homogènes, et, de ce fait, concurrents et toujours potentiellement en conflit. Plus tard, la conquête coloniale et l'ethnologie qu'elle a inspirées ont transféré aux autres formes de communautés

prénationales (ethnies, tribus, communautés religieuses) les caractéristiques d'agressivité collective spontanée attribuées aux Etats-nations.

A la limite donc le conflit devient l'effet d'un caractère inhérent à l'être humain et à son organisation en communautés grégaires, transgressant toute forme d'organisation sociale particulière. Un bel exemple de l'expression de ce psychologisme simple et absolu se trouve dans la déclaration solennelle qui inaugure la création de l'UNESCO et par laquelle les idéologues anglo-saxons de l'époque affirment que la "guerre naît dans l'esprit des hommes...".

La fragilité scientifique de la thèse n'appelle guère de commentaires. Il reste que les faits, c'est-à-dire la fréquence des conflits violents entre Etats, nations et communautés, plus communs que le conflit - relativement pacifique - des classes au sens propre du terme, pourraient paraître en justifier l'hypothèse. L'homme politique d'action peut en effet se contenter de l'analyse concrète des contradictions conflictuelles telles qu'elles se manifestent au niveau immédiat, sans s'interroger sur leurs racines. La "realpolitik" dont s'inspirent les analyses de ce genre (écrits d'hommes politiques comme Kissinger par exemple) relève en fait de la politique et non de la science politique. Son argumentation en termes de géopolitique peut être efficace pour l'action dans le système, elle ne l'est pas pour comprendre la nature de celui-ci.

On doit donc déplorer que beaucoup de politologues du tiers monde, formés à l'école américaine, en reproduisent les clichés sans davantage d'esprit critique. C'est ainsi que les Persans sont présentés comme forcément les adversaires potentiels des Arabes, les Ethiopiens des Somaliens, les chrétiens des musulmans etc. tout comme hier Français, Anglais et Allemands se concevaient comme des "ennemis héréditaires". On évacue donc la question de la nature du système social et des contradictions qui le caractérisent, des forces sociales et des idéologies qui se meuvent dans ces contradictions, pour ne retenir qu'un principe général, abstrait et vide. On est alors incapable de formuler une stratégie du changement qui rapprocherait Persans et Arabes ou Ethiopiens et Somaliens. On se laisse enfermer dans le discours idéologique des adversaires extérieurs de la libération des peuples en question, comme dans celui des pouvoirs locaux balotés par les vicissitudes d'une conjoncture sur laquelle ils n'ont pas de prise.

L'acceptation dite réaliste de ce prétendu fait fondamental concernant l'agressivité de la nature humaine, qui s'est imposé aux esprits laïcs à partir de la Renaissance européenne, a progressivement occulté une autre tendance idéologique, celle de l'idéalisme humaniste des religions (christianisme, islam et sans doute autres). Au plan des principes cet idéalisme humaniste proclamait l'objectif nécessaire de la transgression de l'agressivité et de la construction d'un monde pacifié. Le mouvement

socialiste du XIX siècle devait proposer une synthèse associant cette dernière aspiration à ses découvertes concernant le mécanisme social. Le socialisme - et singulièrement le marxisme - affirmait que la violence plongée ses racines au coeur du système social d'exploitation des classes travailleuses (et à notre époque moderne de l'exploitation du travail par le capital). De ce fait le conflit des Etats, des nations ou d'autres communautés n'est que l'expression de ce conflit latent plus fondamental et plus profond. Cette thèse analytique appelait donc nécessairement en corrolaire un principe d'action, à savoir que l'abolition de l'exploitation du travail (c'est-à-dire à notre époque l'abolition du capitalisme) devait entraîner la pacification des relations humaines. Le dépérissement de l'Etat (conçu principalement comme forme d'expression des exigences de l'exploitation de classe, celui des nations et des communautés infranationales se fondant dans une humanité globale libérée, découlaient de cette vision à la fois de la réalité sociale et du mouvement de son évolution possible et souhaitable.

Il n'est plus possible aujourd'hui de s'en tenir à ce discours-programme. Depuis 70 ans un puits d'autres Etats existent qui se réclament du socialisme marxiste. Cela n'a pas empêché en un temps l'antagonisme sino-soviétique de conduire au bord de la guerre, le Viet Nam d'envahir le Laos et le Kampuchea, ni la résurgence des nationalismes insatisfaits des nations baltes, d'Asie Centrale Soviétique, du Tibet, de Yougoslavie, comme des minorités hongroise de Roumanie et turque de Bulgarie. La politologie bourgeoise en tire une bonne partie de sa gloire renouvelée: les faits prouveraient bien que la nation transcende la classe, que les nations (même sans classes) s'expriment par la voix des Etats (qui ne dépérissent pas), et que les Etats restent animés par l'aspiration à la domination. Le discours idéologique des pouvoirs socialistes en question, les justifications arbitraires et changeantes au gré des circonstances ne peuvent que renforcer la conviction que seule existe la "realpolitik".

Il est temps de briser ce double carcan qui engage la réflexion sociale dans une double impasse. Cela impose au départ une meilleure compréhension de la transition post-capitaliste, et par conséquent de la nature des contradictions dans lesquelles se meuvent les sociétés issues des révolutions dites socialistes. J'ai proposé ici un cadre d'analyse fondé sur la thèse du caractère fondamental de l'inégalité dans l'expansion capitaliste dont je tirais la conclusion que la transition post-capitaliste ne pouvait être réduite à une "construction socialiste", mais que, de nature nationale-populaire, elle avait pour fonction réelle la solution de l'inégalité indépassable dans le cadre du capitalisme "réellement existant", qui est un système mondial fondé sur la polarisation centres-périphéries. De ce fait j'ai proposé d'analyser les sociétés post-capitalistes comme organisées autour de compromis conflictuels et dynamiques entre trois tendances sociales: socialiste, capitaliste, nationale et étatiste. De ce fait, j'ai suggéré que

révolutions dites socialistes et mouvements de libération nationale appartenaient au même grand mouvement historique remettant en cause le système capitaliste, différents seulement par l'intensité de leurs réalisations. Je n'ai rien à ajouter ici à cet ensemble de thèses pour lesquelles je renverrai à un texte récent intitulé "Déconnexion, révolution nationale populaire et rôle de l'intelligentsia".

Les sociétés et les Etats du "socialisme réel" sont donc traversés de contradictions nouvelles et spécifiques, différentes de celles qui caractérisent le capitalisme. Pour comprendre le sens des conflits dans lesquels ces sociétés et ces Etats sont parties prenantes, il est nécessaire de partir de ces contradictions, qui me paraissent pouvoir être classées en deux familles.

Les sociétés et les Etats socialistes sont perçus par l'Occident capitaliste comme des adversaires. Ils le sont effectivement dans la mesure où la construction nationale populaire qu'ils se sont assignés échappe à la logique de la soumission aux exigences de l'expansion capitaliste mondialisée. Conscients de leurs faiblesses, ces Etats souhaitent néanmoins la "coexistence pacifique" pour employer l'expression qu'ils ont eux-mêmes forgée. Mais l'occident ne voit dans ces faiblesses qu'un motif supplémentaire pour exercer sur eux les pressions qu'il juge nécessaires, afin de ruiner la perspective d'un succès de la construction nationale populaire. Selon les moments et les circonstances ces pressions vont jusqu'à la guerre froide ou même chaude ou à la course aux armements, tandis que conjoncturellement un équilibre de "détente" peut en atténuer l'acuité. Ici le discours idéologique et la langue de bois changent de camp: c'est dans les media occidentaux qu'on en retrouve les leit motifs lancinants (les "autocraties" sataniques de l'Est, leur mépris total des principes etc.) dont la fonction est évidemment d'entretenir les conditions d'une mobilisation du "consensus" occidental "antisocialiste".

L'hostilité permanente aux sociétés et aux Etats du "socialisme réel" est de même nature que celle que l'Occident nourrit à l'égard de la libération nationale, puisque celle-ci s'inscrit également dans le même mouvement historique de remise en cause du capitalisme "réellement existant". L'"anti-tiers mondisme" est ici l'expression idéologique de cette hostilité.

Dans ces conditions les Etats de l'Est, comme d'ailleurs les Etats du tiers monde dans les moments de radicalisation de leur lutte de libération nationale, sont confrontés aux exigences d'une résistance active aux projets de "refoulement" de l'Occident. Leurs alliances éventuelles, soutiens et interventions sont à replacer dans ce cadre en partie tout au moins. Y a-t-il quelques principes généraux qui puissent guider l'analyse dans ce dédale des conjonctures évènementielles ? La politologie bourgeoise les recherchera dans le stock commun de son outillage, en privilégiant aujourd'hui sans doute les données de la géopolitique et de la géostratégie que l'équipement militaire de notre époque impose. Cependant, même si ce type d'analyse

peut fournir quelques éléments de réflexion utiles, il reste qu'il passe à côté du principe qui me paraît fondamental pour comprendre la stratégie globale des pays de l'Est (l'URSS et la Chine en premier lieu). Ce principe est que les interventions de l'URSS et de la Chine à l'extérieur de leurs frontières (notamment en alliance avec les forces de libération nationale en conflit aigu avec l'Occident) restent des moyens de "contre pression" destinés à contraindre l'Occident à réduire la pression qu'il exerce sur les deux puissances socialistes. Ces "contrepressions" peuvent donc être réduites si la pression occidentale l'est.

Les mouvements de libération du tiers monde capitaliste ne sont guère outillés pour comprendre la logique de la stratégie décrite ci-dessus. C'est qu'ils sont eux-mêmes en deçà du stade de la cristallisation nationale-populaire forte qui caractérise les sociétés dites socialistes. Engagés dans une lutte inégale contre l'impérialisme capitaliste, contraints par leurs propres faiblesses à n'envisager que des objectifs modestes, souvent amenés à reculer, ils sont tentés de reporter sur les hésitations et les louvoiements de l'allié extérieur la responsabilité de leurs propres limites. Il appartient donc aux forces populaires dans les pays en question de faire avancer leur propre mouvement de libération nationale jusqu'au point où elles imposent une révolution nationale populaire. La "solidarité anti-impérialiste" ne peut en aucun cas se substituer à des insuffisances fondamentales à ce niveau.

La contradiction "extérieure" entre les sociétés et les Etats "socialistes" (et les Etats de libération nationale radicale) et le capitalisme mondial n'opère évidemment pas sans rapport avec les contradictions "internes" - cette seconde famille de contradictions - propres aux sociétés que j'ai qualifiées de nationales populaires. L'enchevêtrement de ces deux ensembles de contradictions - internes et externes - est tel qu'il n'est guère possible de dégager des principes généraux de leur mode d'opération. L'analyse concrète au cas par cas s'impose ici. Je signalerai néanmoins, peut-être pour mettre en garde, ce qui me semble être une simplification dangereuse selon laquelle les forces socialistes opéreraient sur le mode idéologique, sur la base des principes de la solidarité anti-impérialiste, tandis que celles du capitalisme national et de l'étatisme, pragmatiques par tempérament et intérêt, seraient plus facilement tentées par le compromis, voire le cynisme de la "réalpolitik".

III

L'Afrique et le Moyen Orient sont le théâtre de conflits fort nombreux et presque permanents, dont la variété des manifestations et l'impossibilité apparente de leur trouver des solutions découragent beaucoup d'analystes, voire de responsables politiques nationaux et étrangers. Certains renoncent

donc à chercher à comprendre, en se contentant de penser que - "comme l'Europe féodale" - les sociétés africaines, victimes de leur retard, sont le terrain d'affrontements continus entre "tribus", peuples et communautés, sur lesquels se greffent la course au pouvoir de potentats autocrates, mettant éventuellement à leur service des alliances - sans grands principes - avec les puissances qui, soit pour des motifs de maintien de leur "présence" économique et "culturelle", soit pour des motifs relevant de leur géostratégie globale, acceptent d'entrer dans ce jeu destructeur. L'image est facile; néanmoins cette vision, qui gagne d'autant plus de terrain que les illusions des années 60 ont été dissipées, reste fausse.

Chaque cas présente ses particularités qu'on ne peut ignorer. Et dans ce sens les analyses concrètes, comme celles produites par le groupe de travail coordonné par le regretté Emmanuel Hansen, restent irremplaçables. Dans presque chacun de ces innombrables cas on voit s'enchevêtrer d'une manière spécifique quatre ordres de sources de conflit; premièrement il y a le conflit non dépassé entre les exigences d'une libération nationale populaire et la logique de la soumission à l'expansion capitaliste que l'impérialisme impose; troisièmement il y a le conflit Est-Ouest dont les projections sur le continent opèrent selon les règles de sa logique propre ; quatrièmement il y a la compétition commerciale des puissances capitalistes ayant des intérêts dans la région.

Cet ordre de présentation des sources de conflit correspond à une hiérarchie de leur importance. Cette dernière fait référence au degré de violence potentielle attachée à la cause du conflit d'une part et, en conséquence, à l'importance relative de la portée des résultats de la solution du conflit d'autre part.

Il est de bon ton, aujourd'hui, de considérer que l'indépendance politique a mis un terme à l'époque de la libération nationale et, qu'en conséquence, les développements ultérieurs résultent principalement de la dynamique de "causes internes" propres aux sociétés et aux Etats du tiers monde. La première proposition fait peu de cas du fait que les Etats du tiers monde capitaliste ont obtenu leur indépendance dans des conditions qui ont exclu leur "déconnexion" mais au contraire, en général, ont approfondi leur insertion inégale dans le système capitaliste mondialisé. Ces conditions font contraste avec celles qui caractérisent les sociétés qui ont fait une "révolution socialiste" et, de ce fait, ont bel et bien déconnecté au sens précis que nous avons donné à ce terme. Il en résulte que l'objectif d'une libération nationale, nécessaire pour s'engager dans une voie qui puisse effacer le legs du développement capitaliste inégal, reste tout entier à réaliser. Les bourgeoisies locales, qui ont contrôlé - à des degrés divers - le mouvement ancien de libération nationale (celui qui a abouti à l'indépendance), ayant inscrit leur développement ultérieur dans des perspectives qui ne remettent pas en question l'expansion capitaliste mondialisée, la responsabilité de la

libération nationale revient aux classes populaires victimes de la nouvelle étape du développement capitaliste périphérique. Le corollaire de la proposition dont nous faisons la critique est que le facteur externe, toujours défavorable et de plus en plus défavorable, continue à conditionner largement l'évolution des facteurs internes. Le conflit entre l'impérialisme et le mouvement national populaire en sera donc toujours obligatoirement d'autant plus violent.

Les conflits les plus violents du tiers monde contemporain ne sont-ils pas, largement, précisément ceux dans lesquels cette confrontation directe occupe le devant de la scène; le Nicaragua en Amérique Latine, le conflit permanent israélo-arabe, celui dans lequel le peuple sud-africain s'est engagé à partir de sa lutte contre le régime blanc de l'apartheid?

Nous nous étions attachés à l'analyse des deux conflits palestinien et sud-africain, et signalons à cet égard les propositions de synthèse que nous avons faites dans: (i) Les conditions d'une autonomie dans la région méditerranéenne (in Sophia Mappa et autres, Pour une définition de nouveaux rapports Nord-Sud, Publisud 1986); (ii) L'eurocentrisme et la politique, à paraître, 1986; (iii) Introduction, in Amin, Mandaza, Chitala et autres, Southern Africa and Co-operation among SADC countries, Londres, ZED 1987.

Je me contenterai donc de rappeler ici brièvement quelques conclusions de ces études.

Le conflit palestinien n'est pas le produit du heurt de deux nationalismes - en l'occurrence arabe et israélien - dont la légitimité, pour ceux qui reconnaissent celle de tout nationalisme, serait équivalente. Car Israël est un instrument au service de l'expansion capitaliste mondialisée globale dont l'objectif est d'empêcher la révolution nationale populaire arabe. Certes, l'échec de celle-ci jusqu'à présent n'est pas le résultat exclusif de l'agression extérieure de l'Occident. Les limites historiques du mouvement de libération égyptien et arabe, depuis Mohamed Ali au début du XX siècle jusqu'au nassérisme en passant par les tentatives de la bourgeoisie libérale des années 1920 à 1940, ont leur part de responsabilité sur laquelle nous n'avons jamais hésité d'insister. Il reste que l'agression extérieure - dont Israël est devenu l'instrument privilégié permanent depuis 40 ans - est effectivement parvenue jusqu'ici à faire avorter le dépassement des limites internes du mouvement des peuples arabes, entraînant même des régressions graves, comme à l'heure actuelle; Or cette stratégie d'agression extérieure n'est pas récente. Pour des raisons particulières, qui tiennent sans doute à la géostratégie (la position géographique de l'Egypte hier sur la route des Indes, aujourd'hui du pétrole) et à l'histoire (la crainte ressentie par les Européens que ne se reconstitue sur leur flanc Sud un Etat arabe unifié et moderne, initiative dont l'Egypte, et elle seule dans le monde arabe, est capable), l'Europe s'est

acharnée d'une manière particulièrement systématique contre toute tentative de modernisation de l'Egypte. J'ai rappelé que ce n'était pas par hasard que dès 1839 (lorsque les armées de Mohamed Ali l'emportent sur le Sultan Ottoman) la diplomatie britannique invente le projet israélien (créer un Etat "européen" en organisant l'immigration juive en Palestine, pour surveiller l'Egypte et la couper du Machrek arabe, écrit le journal londonien *The Globe* à l'époque), quarante ans avant les premières manifestations du sionisme. Il reste aussi que cette fonction principale du projet sioniste est largement occultée, hélas, par le chantage à l'antisémitisme que celui-ci exploite avec talent.

La régression qui succède à l'échec dans ces conditions projette à nouveau sur le devant de la scène des conflits internes qui résultent de la fragilité des sociétés arabes périphérisées, à la fois cause et expression des limites historiques internes évoquées. L'émiettement religieux et confessionnel, la soumission passive à la recompradorisation opérée sous le commandement des Etats-Unis avec la complicité active des régimes pétroliers du Golfe, ne constituent pas des réalités premières dont l'affirmation devrait inévitablement occuper le devant de la scène. Dépassées dans les moments du flux national populaire, elles ressurgissent dans les moments de reflux.

Le conflit palestinien révèle également les limites de l'alliance entre la libération nationale et l'Union Soviétique. Celle-ci reste toujours préoccupée de soumettre son soutien aux luttes anti-impérialistes aux limites de sa stratégie globale et permanente de coexistence pacifique. Pour ma part, je ne vois rien de répréhensible dans ce principe; mais il faut le savoir et en tenir compte. Il vaudrait mieux par ailleurs en expliciter les conséquences dans chaque situation, autant que possible, plutôt qu'en occulter la signification par le discours idéologique ou les enfouir dans le secret des diplomaties au-delà du nécessaire.

Le conflit palestinien révèle enfin également la place tout à fait mineure que les contradictions intra Ouest occupent dans la réalité de ce monde. En dépit de la compétition économique Etats-Unis-Europe sur laquelle insistent beaucoup de collègues, l'Occident se présente uni et aligné derrière les Etats-Unis contre la révolution nationale populaire arabe. Sans doute en un certain moment le Général De Gaulle a-t-il tenté de doter l'Europe - à travers la France - d'une marge d'autonomie, dont l'un des fondements était précisément son projet d'une politique arabe libérée de la soumission aux diktats sionistes. Force est de constater que ces velléités n'ont pas eu de suite.

Le conflit sud-africain n'occupe une place au devant de la scène dans l'opinion publique occidentale que depuis que le peuple sud-africain l'a fait entrer dans une phase décisive nouvelle qui, au-delà de la perspective de la liquidation de l'apartheid - qui n'est plus qu'une question de temps - risque de menacer les intérêts impérialistes dans la région.

Pendant un siècle le système impérialiste de domination dans la région s'était construit sur l'articulation entre le régime "blanc" d'Afrique du Sud et les vieux colonialismes directs anglais et portugais. L'effondrement de ces derniers en Angola et au Mozambique (1975) puis au Zimbabwe (1980) n'avait pas immédiatement supprimé le rôle de l'Afrique du Sud. Au contraire les interventions de celle-ci, poursuivant l'objectif de destabilisation des régimes issus de l'indépendance, se conjugaient avec les pressions de toutes natures exercées par l'Occident sur les pays de la zone du front pour y faire avorter toute avancée dans un sens national populaire risquant d'atteindre un point d'irréversibilité.

Le conflit sud-africain n'a donc pas pour seul objectif l'abolition de l'apartheid. Au-delà, deux évolutions possibles se profilent, fortement contrastées. L'une - et c'est l'objet stratégique de l'Occident - s'arrêterait à la réalisation du "Majority rule", qui implique un gouvernement noir en Afrique du Sud disposé à "jouer le jeu de l'intégration au système capitaliste mondial". L'expérience de l'accord de Lancaster House, qui a présidé à l'indépendance du Zimbabwe, pourrait être répétée ici mutatis mutandis. L'autre perspective est évidemment celle d'une avancée au-delà du néocolonialisme, dont les potentialités sont évidemment renforcées par la base matérielle dont l'Afrique du Sud dispose, sans commune mesure avec celle qui caractérise le reste du continent. Il va de soi qu'une telle avancée menacerait le néocolonialisme au moins dans toute la région de l'Afrique Australe. C'est pourquoi la stratégie de l'Occident vise un objectif double qui, malgré les apparences, n'est nullement contradictoire; d'une part accélérer la marche à l'abolition de l'apartheid par la négociation et la pression avant que la radicalisation des luttes ne l'ait imposée dans une autre perspective sociale, d'autre part accélérer la récupération néo-coloniale des Etats fragiles de la région (Angola, Mozambique, à un degré moindre Zimbabwe, Madagascar, Maurice). La destabilisation de ces régimes, en collusion avec l'Afrique du Sud de l'apartheid, entre dans la logique de la stratégie anti-national populaire de l'Occident.

Le conflit sud-africain révèle également, comme celui de la Palestine, les limites de l'engagement soviétique. Il révèle aussi le front commun que l'Occident présente contre la libération nationale populaire dans la région. Sans doute ici, au niveau du discours des media, la dimension "anti-raciste" comporte-t-elle ses contraintes idéologiques. Aussi la présence d'une population afro-américaine avec laquelle les libéraux américains sont amenés à se solidariser a-t-elle l'effet - d'apparence curieux - de produire souvent sur la question de l'Afrique du Sud un discours moins rétrograde aux Etats-Unis qu'en Europe. Mais les uns et les autres s'emploient parallèlement à condamner soigneusement les régimes "pro-soviétiques" de l'Angola et du Mozambique.

Les querelles internes qui opposent entre elles quelques-unes des ethnies dans les deux pays mentionnés, les réponses bureaucratiques des pouvoirs et leur discours lénifiant de négation de ces réalités, sans parler des insuffisances notoires de leur politique économique et sociale, tout cela est bel et bien réel, traduisant la maturité insuffisante du mouvement de libération qu'on ne saurait qualifier de national-populaire au sens requis par le terme. Mais l'accent mis par l'Occident sur ces réalités n'est pas innocent. Car l'objectif ne vise pas ici à aider les peuples en question à surmonter leurs insuffisances, mais à exploiter celles-ci pour leur imposer un retour dans le rang néo-colonial.

Le Moyen-Orient et l'Afrique du Sud ne sont évidemment pas les seuls champs de conflit entre les aspirations nationales populaires et l'impérialisme occidental. On peut dire, sans crainte d'exagération, que le continent africain tout entier constitue le théâtre de ce conflit majeur et permanent. Au cours des trois dernières décennies un certain nombre d'expériences dans la moitié des Etats africains ont tenté d'aller au-delà du néo-colonialisme (Egypte, Algérie, Soudan, Lybie, Mali, Guinée, Guinée Bissau, Burkina, Cap-Vert, Ghana, Bénin, Congo, Zaïre, Ethiopie, Somalie, Tanzanie, Ouganda, Zambie, Zimbabwe, Angola, Mozambique, Madagascar, Maurice, Seychelles). Toutes ces tentatives se sont heurtées d'une manière ou d'une autre à des degrés divers à l'hostilité de l'Occident allant de l'usage des pressions économiques et financières au complot et même à l'intervention militaire. Sans doute les aspirations nationales des différents gouvernements en question n'offraient pas le même degré de radicalisation et souvent manquaient d'appui populaire suffisant (parfois même ces gouvernements ne souhaitaient pas que le mouvement populaire acquiert l'autonomie de son dynamisme propre). Aussi la fragilité de ces tentatives a-t-elle été telle que beaucoup ont dérivé d'elles-mêmes - en apparence tout au moins - et sont retombées dans les ornières du néocolonialisme. D'autres ont été incapables de surmonter les contradictions au sein de leur propre peuple (contradictions ethniques entre autre). Il reste que l'appareil économique et politique mis en place par l'Europe "au lendemain des indépendances" n'a pas pour fonction de soutenir les forces populaires, mais de maintenir l'ordre néo-colonial auquel celles-ci sont confrontées. On ne s'étonnera donc point qu'il y ait eu tant "d'interventions rapides" de parachutistes opérées pour remettre en selle un dictateur aux abois mais tout dévoué aux intérêts occidentaux. Il y a beaucoup d'hypocrisie dans le discours occidental lorsque celui-ci se lamente de l'état de l'Afrique et de ses peuples, sans jamais mentionner le soutien illimité que l'Occident - à l'unisson - apporte aux forces locales les plus rétrogrades et corrompues, fût-ce contre des forces plus honnêtes dont on souligne alors avec complaisance les erreurs ou les insuffisances.

L'association de l'Afrique à la CEE (et les accords de Lomé qui la régissent) doit être replacée dans ce cadre, celui de la perpétuation des rapports néocoloniaux. Certains de nos amis européens reprennent sur ce plan l'argument que l'Afrique n'est pas mûre pour aller au-delà, que les forces populaires y sont faibles. D'autres font observer que même si l'association fonctionne au bénéfice des intérêts néo-coloniaux, il existe une marge de manoeuvre que les textes et les institutions autorisent et qui n'est malheureusement pas suffisamment mise à profit ni par les forces de gauche en Europe (qui peuvent peser sur leurs gouvernements et sur la CEE) ni par les forces nationalistes populaires en Afrique. Cet argument est recevable, si l'on croit - comme nous - que le choix de la politique du pire est rarement la tactique la plus efficace pour préparer la modification des rapports de force stratégiques. Mais il ne doit pas inspirer de méprise sur la perspective d'une déconnexion nationale populaire qui s'imposera ici comme ailleurs. L'Afrique ne se développera pas par le moyen d'un "bon paternalisme" qui reste aussi utopique que le "bon colonialisme" d'antan que certaines forces de la gauche européenne appelaient de leurs vœux, peut-être même sincères. Les peuples africains n'échappent pas à la loi générale: s'imposer ou succomber.

Il n'est pas du tout dans notre intention de dresser un tableau dans lequel les conflits dont l'Afrique pâtit se résument dans leur dimension anti-impérialiste. La liste des conflits inter-ethniques, par exemple, est aussi longue que celle des conflits entre le nationalisme africain et l'Occident: Zaïre, Ouganda, Ethiopie, Soudan, Rwanda et Burundi, Angola, Mozambique, Nigeria, Tchad, ont été ou sont encore les théâtres de conflits violents, allant parfois jusqu'à la guerre civile. Dans d'autres pays le conflit est latent, même s'il a été contenu jusqu'ici, par les seuls moyens de la répression d'ailleurs. La liste des conflits d'Etats - à propos des frontières ou d'ambitions territoriales ouvertes ou déguisées - n'est pas non plus négligeable: Ethiopie - Somalie - Soudan, Algérie - Maroc (et Sahara Occidental), Mali - Burkina Faso en fournissent quelques exemples.

Or ni les uns ni les autres de ces conflits ne sont des "fabrications" de services extérieurs à l'Afrique. Le discours des chancelleries locales qui s'emploient à tenter de le faire croire parfois n'a pas beaucoup de crédibilité, même si, comme c'est souvent le cas, des forces extérieures diverses utilisent l'occasion qui leur est offerte pour soutenir les uns ou gêner les autres, en fonction de leurs propres objectifs stratégiques ou tactiques, parfois avec cynisme.

Est-ce à dire que ces conflits seraient "inévitables" parce qu'ils répondraient à cette hostilité potentielle propre à toute "communauté" humaine, comme la politologie superficielle le suppose?

L'analyse de ces questions, que nous avons proposée dans Etat, nation, ethnie et minorités dans la crise: quelques aspects de la critique de

l'idéologie de la nation et de l'ethnie (Bulletin du FTM, N 6, 1986), est différente.

Sans revenir sur cette analyse j'en rappellerai quelques unes des conclusions principales. D'abord que la concomittance Etat-nation dans les formations du capitalisme central, produit d'une histoire très particulière (celle de l'Europe Occidentale), projetée ailleurs par l'idéologie bourgeoise de la nation, a donné des résultats bien discutables, en Europe même, à l'Est de l'Elbe et au Sud des Alpes, et encore plus discutables au-delà. Ensuite que l'idéologie de l'ethnie est dans une large mesure un sous-produit de cette idéologisation de la nation, et, partant, ne donne de la réalité qu'une image déformée, parfois mythique.

Dans ces conditions nous proposons d'examiner plus attentivement l'hypothèse que bien des conflits "communautaires" sont le produit de luttes au sein de la classe dirigeante, entre des segments de celle-ci. La fragilité de ces classes dirigeantes est probablement leur caractéristique commune la plus évidente. Soit qu'ils s'agissent de classes compradore, contraintes de n'agir que dans les limites étroites assignées par le contrôle du capital mondial, souvent n'ayant pas même le statut d'une bourgeoisie compradore (ayant des intérêts économiques propres bien que subalternisés par leur insertion dans le capitalisme mondial) mais plutôt celui d'une bureaucratie compradore (l'appareil d'un Etat compradore). Soit qu'il s'agisse de couches et groupes d'aspirations nationalistes, mais sans que ceux-ci ne soient parvenus à devenir "l'intelligentsia" d'une alliance de forces populaires réelles. Dans un cas comme dans l'autre la tentation est forte pour les différents segments d'une classe de ce type de fonder leur pouvoir en mobilisant des fractions du peuple derrière des "symboles" qui leur permettent de conserver la maîtrise du jeu. Les symboles ethniques ou religieux sont alors souvent assez bien adaptés à ce type de concurrence pour le pouvoir.

Ce n'est donc pas une sorte d'atavisme ethnocentrique qui contraindrait les peuples à ne pas reconnaître d'autres réalités que celles des communautés entre lesquelles ils se partagent, ni une autre sorte d'atavisme autocratique qui contraindrait les dirigeants à manipuler les "diabes ethniques", qui seraient la "cause" de ces conflits. C'est la faiblesse de la société périphérique toute entière qui est à mettre en question, notamment celle de ses classes dirigeantes.

La perspective nationale populaire impose donc ici une stratégie à la fois démocratique et unitaire, c'est-à-dire oeuvrant dans le sens du maintien - ou même de la création - de grandes espaces (donc de grands Etats) à la hauteur des défis que la déconnexion nationale populaire impose, et simultanément respectueux de la diversité au sein de ces grands espaces. Le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes doit être mis en oeuvre dans cette perspective politique.

Le conflit global des Superpuissances n'implique aucune symétrie nécessaire entre les objectifs des acteurs. Les Etats-Unis assument la direction de l'ensemble des forces capitalistes qui s'assignent l'objectif conservateur de sauvegarder la perpétuation de l'intégration néo-coloniale de l'Afrique dans le système global. Les forces de libération nationales populaires ne peuvent donc éviter de s'y heurter. Ni l'Union Soviétique, ni a fortiori la Chine, n'ont l'ambition - et, s'ils l'avaient, la possibilité - de soutenir avec force une transformation progressiste du continent. A la limite je dirai que si les perspectives d'une détente sérieuse et durable venaient à se réaliser, les supergrands du socialisme accepteraient un "retrait d'Afrique", abandonnée à ses peuples et à la confrontation solitaire à leurs ennemis intérieurs et extérieurs. Mais tant qu'il n'en est pas ainsi une "présence" en Afrique peut être jugée utile d'un double point de vue. D'abord comme moyen de pression pour contraindre l'adversaire à la détente précisément. Ensuite, dans l'hypothèse, alors toujours possible, de conflits armés d'envergure, la disposition de bases d'action en direction de la Méditerranée, de l'Atlantique Nord et Sud et de l'Océan Indien. Il reste que, selon certains spécialistes des questions militaires, ce type de préoccupations géostratégiques a tendance à perdre sa validité à l'époque des missiles intercontinentaux, voire de la guerre des étoiles. Cependant ont-elles disparu pour autant si le risque de conflagration n'est pas limité au tout ou rien, mais comporte des options intermédiaires pour lesquelles le contrôle de l'initiative régionale conserve son importance?

Tant qu'on en est là la diplomatie conservera ses droits. Je veux dire par là que les Etats - soviétique ou chinois comme les autres - auront tendance à ne compter qu'avec ce qui existe, c'est-à-dire les pouvoirs en place. Il y aurait beaucoup de naïveté à croire - ou même souhaiter - que la préoccupation à plus long terme (souhaiter "le socialisme") dépasse le discours idéologique, fût-il sincère. Accessoirement les contraintes de la diplomatie n'exclueront pas dans l'avenir, comme dans le passé, les glissements que l'on pourrait qualifier "d'opportunisme" pour quiconque considère l'objectif national populaire comme une exigence incontournable du progrès. Ce glissement s'exprimera chaque fois que l'alliance du pouvoir local plus ou moins national (et de ce fait en conflit, à un certain degré, avec l'Occident) avec les Etats "socialistes" opère d'une manière qui entrave plus qu'elle ne facilite l'évolution de ce pouvoir vers la cristallisation nationale populaire irréversible souhaitable.

J'en viens finalement au dernier chapitre de notre analyse quaternaire: la compétition euro-américaine. Ici notre propos sera bref puisque nous ne voyons pas que cette compétition ait entraîné un conflit politique quelconque à propos de l'Afrique et du Moyen Orient. Au contraire les moyens des Etats-Unis et ceux dont l'Europe dispose sont ici mobilisés en complément les uns des autres. L'Europe, dans cette région, est, jusqu'ici, parfaitement alignée.

Summary

"War is a continuation of politics by other means". To study conflicts is to study a chapter of politics. However in this area our instruments of analysis are particularly poor. Marxism has not produced a theory of politics for pre-capitalist societies (hence no theory of politics in general) as it has produced a theory of capitalist economy. So long as important breakthroughs are not made in this field, the discussions will always be hindered by emotional reactions and romantic visions.

The article argues that in analyzing conflicts, it is necessary to characterize more precisely the way the "dominant capital" in question works. Within that context the first hypothesis is that it is essential to know how and to what extent there is a relation between the emergence of a national bourgeoisie as a dominant class within a given social formation, the creation of its state and the cristallization of capitalist interests.

But, is that always the case? The long crisis of contemporary capitalism which began with the decline of the USA in the late sixties, has resulted in the globalisation of capital which seems to acquire new qualitative characteristics. The correspondence between the state and capital which has so far characterized capitalism would disappear and be replaced by a new contradiction multiplicity of the state and globalisation of capital. A new form of worldwide finance capital seems to have emerged, detached from any national basis. The building of a unified american-European-Japanese political state is not on the agenda. In the absence of a such a unified state it would be impossible for a police state to emerge.

This new contradiction would oblige us to review the issue of politics and conflicts which so far have been analyzed in terms of conflicting competition between imperialist national states.

In almost each of the numerous cases four levels of sources of conflict which mix in a specific way can be identified. First, there is the on-going conflict between the exigences of a popular national liberation and the logic of submission to capitalist expansion imposed by imperialism. Second, there are the internal conflicts which result from the fragility of the national society, of its popular forces and its leading classes; third, there is the East-West conflict the projections of which operate on the basis of its own logic; fourth, there is the trade competition between capitalist powers which have interests in the region. The order in which these sources of conflict are presented corresponds to a hierarchy of their importance. The hierarchy is related to the degree of potential violence attached to the cause of the conflict on the one hand and, as a consequence, to the relative importance of anticipated outcomes of the conflict on the other.

The external factor, always unfavourable and more and more unfavourable, continues to impact on the evolution of internal factors to a large extent. The conflict between imperialism and the popular national movement will then always be all the more violent. This is not however to argue that internal

conflicts in Africa can be reduced to their anti imperialist dimension. The list of ethnic conflicts in Africa is as long as that of conflicts between Africa and external forces. Furthermore neither of these two are "fabricated" by external forces. A great many community conflicts are the product of competition within the ruling class, between its fractions. The fragility of the ruling classes is probably their most evident common characteristics!

Therefore it is not some sort of ethnocentric atavism which would force peoples not to recognize realities other than those of the communities to which they belong, neither is it another sort of autocratic atavism which would force the leaders to manipulate the "ethnic devils" which are at the root of these conflicts. It is the weakness of the whole peripheral society which should be addressed, namely that of its ruling classes.